

Arrêté du 26 septembre 2012 portant cessation de fonctions et nomination (régisseuse, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Rémire-Montjoly)

NOR : JUSK1235535A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 décembre 2005 modifié habilitant la garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires, de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer, des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que des régies de recettes et d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant institution de régies de recettes et de régies d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant nomination des régisseurs de recettes et d'avances, gérants des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2010 modifiant l'arrêté du 30 octobre 1981 portant création d'un Bulletin officiel du ministère de la justice.

ARRÊTE

Article 1

Mme Nicole TRANCHOT, secrétaire administrative, est nommée en qualité de régisseuse, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Rémire-Montjoly, à compter du 1er octobre 2012.

Article 2

Mme Nicole TRANCHOT est assujettie à un cautionnement de 6 900 € (six mille neuf cents euros) et perçoit une indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs.

Article 3

Il est mis fin à la fonction de régisseuse, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Rémire-Montjoly de Mme Anlyati MADI, épouse BRUNEAU, à compter du 1er octobre 2012.

Article 4

L'arrêté du 23 août 2010 nommant Mme Anlyati MADI, épouse BRUNEAU, en qualité de régisseuse, gérante des comptes nominatifs au centre pénitentiaire de Rémire-Montjoly est abrogé.

.../...

Article 5

Le préfet, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par le directeur interrégional, chef de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer en sa qualité d'ordonnateur secondaire au comptable assignataire.

Fait le 26 septembre 2012.

Pour la garde des sceaux, ministre de la justice
et par délégation,
Pour le préfet, directeur de l'administration
pénitentiaire et par délégation,
Le chef du bureau du budget, de la
comptabilité et des finances,

Corinne LEFRANC